

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	15	10

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction Action
Foncière - Transport en commun en site
propre - Antibes - Route de grasse -
Acquisition d'un terrain cadastré DR 248 -
Approbation des modalités

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2022.017

Date de la convocation :
Le 08/03/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 14 mars 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 14 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, François WYSZKOWSKI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Alexis ARGENTI

Monsieur LEONETTI,

Dans le cadre du développement d'une politique active en faveur des transports en commun et dans le prolongement des documents directeurs qu'elle a adoptés, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) a déclaré d'intérêt général le projet de création de bus à haut niveau de services (BHNS), reliant la gare ferroviaire d'Antibes au parc d'activités de Sophia Antipolis, traversant le territoire des communes d'Antibes, Biot, Vallauris et Valbonne.

Par délibération n° CC.2013.067 du 3 avril 2013, le Conseil Communautaire a décidé de la poursuite de l'opération, en autorisant Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la délibération déclarant ce projet d'intérêt Général.

Suivant arrêté en date du 18 juin 2013, prorogé par arrêté du 31 mai 2018 pour une durée de 5 ans à compter du 18 juin 2018, le Préfet des Alpes-Maritimes a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement d'un transport en commun en site propre pour le bus-tram sur le territoire des communes d'Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris.

Les emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet déclaré d'utilité publique ont été déclarées cessibles suivant arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

Dans sa section 4 des travaux Route de Grasse comprise entre le rond-point de la Croix-Rouge et l'autoroute A8 sur la Commune d'Antibes, il a été constaté que la parcelle cadastrée DR 248 pour 29 m² sise au droit de la station-service TOTAL ACCESS est la propriété du Conseil Départemental des Alpes Maritimes et non affectée à la voirie publique suite aux travaux de la RD 35. Il apparaît que cette parcelle est un délaissé occupé par la station-service au titre d'une autorisation d'occupation temporaire.

Dans le cadre de négociations avec les propriétaires de l'assiette foncière de la station-service pour l'acquisition d'emprises pour le tracé du bus-tram, il a été demandé au Conseil départemental de consentir à la cession au bénéfice de la CASA de l'emprise non affectée à la voirie pour permettre de régulariser à terme les limites de propriété de la station-service et du tracé du bus-tram.

Ainsi, par délibération du 17 décembre 2021, la commission permanente du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes constate la désaffectation et approuve le déclassement et la cession au prix de 1 Euro symbolique à la CASA de la parcelle DR 248 pour 29 m². La parcelle a été estimée par France Domaine à 7 530 euros dans un avis rendu le 28 octobre 2021.

Considérant que par délibération CC n° 2020 006 du 17 juillet 2020 et conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a délégué au Bureau de procéder aux acquisitions et cessions foncières dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté d'Agglomération ;

Vu les crédits figurant au Chapitre 21 de la Section d'Investissement du Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports en 2022 ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle DR 248 pour 29 m² sise sur la Commune d'Antibes route de Grasse propriété du Conseil Départemental des Alpes Maritimes ;
- d'approuver l'acquisition de ladite parcelle cadastrée DR 248 sise à Antibes route de Grasse moyennant une indemnité de 1 Euro symbolique ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout acte se rapportant à cette acquisition.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle DR 248 pour 29 m² sise sur la Commune d'Antibes route de Grasse propriété du Conseil Départemental des Alpes Maritimes ;
- d'approuver l'acquisition de ladite parcelle cadastrée DR 248 sise à Antibes route de Grasse moyennant une indemnité de 1 Euro symbolique ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout acte se rapportant à cette acquisition.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 14 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Commune :
ANTIBES (004)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 7671 U
Document vérifié et numéroté le 22/12/2021
A Centre des Impôts Foncier d' Antibes
Par Daniel MIGLIORI
Inspecteur des Finances Publiques
Signé

ANTIBES
40, chemin de la colle
B.P. 129

06164 Juan- les- Pins Cedex
Téléphone : 04.92.93.77.33
Fax : 04.92.93.30.66
cdif.antibes@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)

a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le par géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente mise 6463.

A , le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).

(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : DR
Feuille(s) : 000 DR 01
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 22/12/2021
Support numérique :

D'après le document d'arpentage
dressé

Par JEAN LUC ROUX (2)

Réf. : 7671 U

Le 22/12/2021



Accusé de réception en préfecture : 006-220600019-20211217-lmc119623-DE-1-1
Date de télétransmission : 17 décembre 2021
Date de réception : 17 décembre 2021

DEPARTEMENT
des
ALPES-MARITIMES

République Française

COMMISSION PERMANENTE

Séance du 17 DÉCEMBRE 2021

DELIBERATION N° 7

OPÉRATIONS FONCIÈRES ET IMMOBILIÈRES DU DÉPARTEMENT

⌘⌘⌘⌘

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses 1ère et 3ème parties ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le décret du 25 mars 2007 régissant les modalités de paiement des acquisitions foncières :

- pour les acquisitions amiables, le prix d'acquisition sera payable avant l'accomplissement des formalités légales de publication si le bien est libre de toute hypothèque ou si la rédaction de l'acte est confiée à un notaire ;

- pour les acquisitions après déclaration d'utilité publique, le prix d'acquisition sera payable après publication de l'acte au fichier immobilier ;

Vu la délibération prise le 29 octobre 2010 par l'assemblée départementale décidant de renoncer à la purge préalable des droits immobiliers lorsqu'ils n'excèdent pas :

- 7 700 € dans le cadre d'acquisitions classiques ;

- 7 600 € dans le cadre d'acquisitions après déclaration d'utilité publique et pour le paiement des indemnités d'expropriation ;

Vu la délibération prise le 1^{er} juillet 2021 par l'assemblée départementale donnant délégation à la commission permanente ;

Vu le testament par lequel Mme GASTALDY a légué au Département en 1933 l'ensemble de ses biens sous réserve d'une affectation à un « asile de vieillards » ;

Considérant que le Département a créé l'Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Fondation Gastaldy pour gérer ce legs ;

Considérant que parmi ces biens se trouvent des locaux à usage de supermarché localisés 35 avenue Felix Faure à Menton ;

Vu le bail en date du 8 juin 1989 consenti à la société Sogip sur ce bien pour une durée de 9 années entières et consécutives à compter du 1^{er} janvier 1987 pour se terminer le 31 décembre 1995 ;

Considérant que ce bail a fait l'objet de deux renouvellements de bail commercial et s'est poursuivi par tacite prorogation ;

Considérant que le preneur a demandé le renouvellement du bail ;

Vu la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 8 novembre 2002, signée avec la commune de La Trinité suite à la délibération prise par la commission permanente le 26 juillet 2002, pour la construction d'un complexe sportif municipal contigu au projet de gymnase, la commune s'engageant, sur la base d'un coût prévisionnel provisoire de 3 M€, à rembourser le Département selon un échéancier déterminé ;

Vu la délibération prise le 28 mai 2009 par la commission permanente autorisant la signature de l'avenant n°1 à ladite convention fixant le coût prévisionnel des travaux à 3 676 227,26 € HT, et établissant un nouvel échéancier ;

Vu l'avenant n°1 à cette convention, signé le 23 novembre 2011 suite à la délibération prise par la commission permanente le 9 juin 2011, fixant le coût définitif des travaux à 3 614 761,71 € HT sur la base des tranches conditionnelles "Construction salles annexes" des marchés de travaux, indiquant que le montant HT serait majoré des révisions de prix et de la TVA, et établissant un nouvel échéancier des sommes dues par la commune ;

Vu l'état récapitulatif de calcul du montant de la participation de la commune de La Trinité, avec l'ajout des révisions et de la TVA, établi le 24 mars 2017 sur la base des décomptes généraux définitifs des tranches conditionnelles "Construction salles annexes" des marchés de travaux, et validé par le Payeur départemental le 10 septembre 2018, et faisant apparaître le détail suivant :

HT 3 608 136,90 €,
(soit une différence de - 6 624,81 € par rapport au montant HT figurant sur l'avenant 1)

Révisions	260 010,60 €
TVA	758 156,90 €
TTC	4 626 304,40 €

Considérant que la commune de La Trinité a versé au Conseil départemental des Alpes-Maritimes les sommes suivantes :

3 608 136,90 € HT

260 010,60 € révision de prix en 2018

252 718,97 € premier tiers de la TVA en 2021

Soit un total de 4 120 866,47 €

Considérant que le solde restant dû par la commune de la Trinité s'élève à 505 437,93 €, soit les deux tiers restants de la TVA ;

Considérant que la commune de La Trinité, dans le cadre de la gestion annuelle des crédits mis en place, sollicite par voie d'avenant l'étalement du solde de 505 437,93 € sur 5 années :

Vu la délibération prise par la commission permanente le 26 juin 2020 au terme de laquelle elle a :

- approuvé le principe de la cession au bénéfice du syndicat mixte de Sophia Antipolis (SYMISA) des parcelles cadastrées AE n°364, 354, 355, parties de AE 285 et 365 pour un peu plus de 1,4 ha à Biot ;
- pris acte de la valorisation de ces terrains au travers de locaux à bâtir au sein de ce futur ensemble immobilier, le montage afférent devant être présenté lors d'une des prochaines réunions de la commission permanente ;

Considérant que le SYMISA a précisé son projet de construction dont la surface de plancher envisagée est de 9 500 m² ;

Vu l'avis des domaines en date du 18 octobre 2021 évaluant ce terrain à 3 855 000 € HT ;

Considérant que la superficie des locaux à bâtir dont la cession viendra en contrepartie du terrain est un volume de 1 000 m² bruts, ainsi que les stationnements et réseaux afférents afin de créer un espace au sein du Pôle Innovation ;

Considérant que la valeur du volume qui sera cédé par le SYMISA au Département correspondra au coût réel de revient de sa construction, ces éléments seront transmis à France Domaine afin de rendre un avis de valeur ;

Considérant qu'au vu de la valeur du volume destiné à devenir la propriété du Département, et dans l'éventualité où elle serait différente de la valeur des terrains susmentionnée, un complément de prix sera à la charge de l'une ou l'autre des parties ;

Considérant que, dans l'éventualité où le Département souhaiterait céder le volume qu'il aurait acquis aux termes des travaux, le SYMISA disposerait alors d'un droit de préférence ;

Vu le besoin de reloger des associations partenaires qui occupent actuellement des locaux au sein du bâtiment Ariane à Nice, propriété du Département ;

Vu la convention en date du 23 septembre 1980 au terme de laquelle le Département a mis à disposition de la Société Protectrice des Animaux de Grasse un terrain d'une superficie de 8 800 m² situé sur la commune de Mougins pour une durée de 30 ans ;

Vu le renouvellement en date du 20 octobre 2011 de cette convention pour une durée de 10 ans à compter du 3 septembre 2011 ;

Considérant que cette convention est arrivée à son terme ;

Vu les sollicitations faites auprès du Département par différents organismes en vue de la reprise de ce refuge de l'Espoir ;

Vu le rapport de son président proposant dans le cadre d'opérations d'aménagement menées par le Département la réalisation de :

- 3 acquisitions,
- 2 ventes,
- 1 rectificatif à une précédente délibération,
- 1 constitution de servitude,
- 1 bail commercial,
- 1 avenant à une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée,
- 1 cession de terrain en contrepartie de locaux à construire,
- 1 bail pour des locaux à usage de bureau,
- 1 lancement de consultation ;

Après avoir recueilli l'avis favorable de la commission Finances, interventions financières, administration générale et SDIS ;

Après en avoir délibéré ;

Décide :

1°) Au titre des acquisitions foncières :

- de donner un avis favorable aux acquisitions foncières justifiées dans les fiches jointes en annexe et concernant :
 - des locaux pour stockage à Levens - acquisition de 1 138 m² au prix de 250 000 € de Monsieur Henri PIGNON ;
 - la RD 123 à Roquebrune-Cap-Martin - acquisition de 87 m² au prix de 4 524 € de Monsieur Christophe COSTA ;
 - la RD 6204 à Saorge pour reconstruction des routes et des infrastructures de transport de la Roya, acquisition de 1486 m² au prix de 3 715 € de M Jean

GIOANNI ;

- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes administratifs correspondants et tous documents y afférent ;
- de prélever les crédits nécessaires sur les programmes « Aménagement du territoire et du cadre de vie », « acquisitions » et « bâtiments sièges et autres » du budget départemental de l'exercice en cours ;

2°) Au titre des ventes foncières :

- de constater la désaffectation et de prononcer, ensuite le déclassement d'une partie du domaine public de voirie départementale située :
 - le long de la RD 35 à Antibes, au droit de la propriété de la station-service Total Access ;
 - le long de la RD 704, à Antibes, au droit de la propriété de M. Gilles EL MOKNI ;
- de donner un avis favorable aux ventes détaillées dans les fiches jointes en annexe et concernant :
 - la RD 35 à Antibes – cession à l'euro symbolique de 29 m² à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
 - la RD 704 à Antibes – cession de 46 m² pour 10 000 € à M. Gilles EL MOKNI ;
- de donner un avis favorable à la modification des conditions de la vente d'un délaissé par le Département à la SCP dénommée « LV18 SCP », d'une surface de 3 278 m² le long de la RD 51, au droit des parcelles AW 253 et 295, approuvée par la commission permanente le 26 juin 2020, en indiquant que cette vente est également faite sous réserve de l'obtention par la société LV18 SCP des autorisations nécessaires pour « procéder à la construction d'un tunnel sous la RD 51 afin de pouvoir rejoindre les parcelles qu'elle possède de part et d'autre de cette voie », conformément à la fiche jointe en annexe ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes administratifs correspondants et tous documents y afférent ;
- d'imputer les recettes correspondantes sur le programme « Bâtiments destinés à l'infrastructure routière » du budget départemental ;

3°) Au titre des constitutions de servitude :

- d'approuver la constitution d'une servitude de passage pour l'établissement de canalisations souterraines d'eau potable sur le fonds servant départemental cadastré section AB n°55 à Saint-Etienne-de-Tinée au bénéfice de la Régie Eau d'Azur pour un montant de 11 €, dont la fiche détaillée est jointe en annexe ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes administratifs correspondants et tout document y afférent ;
- d'imputer les recettes correspondantes sur le programme « Bâtiments sièges et autres » du budget départemental ;

4°) Au titre du bail commercial pour le Carrefour City de Menton :

- d'approuver les termes du bail commercial consenti à Carrefour proximité France dont le projet est joint en annexe, pour une durée de 9 années entières et consécutives, qui commenceront à courir rétroactivement le 1^{er} janvier 2021 pour se terminer le 31 décembre 2029 sur l'immeuble se trouvant 35 avenue Felix Faure à Menton ;
- de préciser que ce bail est consenti moyennant un loyer annuel de 132 000 € qui sera directement perçu par l'Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Fondation Gastaldy en vertu des dispositions du legs Gastaldy qu'il gère, le Département n'intervenant à l'acte qu'en tant que propriétaire ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ledit bail et tout document y afférent ;

5°) Au titre de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de La Trinité pour la réalisation d'un complexe sportif municipal contigu au gymnase du collège La Bourgade à La Trinité :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de La Trinité pour la réalisation d'un complexe sportif municipal ayant pour objet d'arrêter le bilan définitif de l'opération qui sert à déterminer la participation financière de la commune de La Trinité, d'entériner les dates et sommes déjà versées et de fixer l'échéancier de versement du solde restant dû ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ledit avenant dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec la commune de La Trinité ;
- de prendre acte que les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées et restent applicables ;

6°) Au titre du projet du syndicat mixte Sophia-Antipolis (SYMISA) sur le reliquat du Campus SophiaTech à Biot :

- de constater la désaffectation et de prononcer, ensuite le déclassement du domaine public du terrain cadastré AE 364-354-355-285 (pour partie) et-365 (pour partie) ;
- d'approuver la vente d'un terrain cadastré AE 364-354-355-285 (pour partie) et-365 (pour partie) pour environ 14 000 m² à Biot au syndicat mixte Sophia-Antipolis (SYMISA), au prix de 3 855 000 € HT conforme à l'avis de France Domaine en date du 18 octobre 2021 ;
- de préciser que le paiement de ce prix sera fait au travers d'un volume à construire au sein du Pôle Innovation comprenant des locaux bruts d'une superficie de 1 000 m² ainsi que les stationnements et réseaux afférents ;
- de préciser également que la valeur du volume destiné à devenir la propriété du Département sera établie à sa valeur de coût de revient, et qu'en cas de différence de valeur entre le terrain et le volume, un complément de prix sera à la charge de l'une ou l'autre des parties ;
- d'accepter qu'en cas de revente du volume d'une surface de 1 000 m² par le Département qu'il aurait acquis à l'issue des travaux, le SYMISA dispose d'un droit de préférence pour acquérir ledit lot de volume ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes administratifs correspondants et tous documents y afférent ;
- de préciser que compte tenu du règlement échelonné une dépense d'investissement de la valeur du terrain sera imputée sur le chapitre 923 et une recette de fonctionnement correspondante sera constatée sur le chapitre 930 du budget du Département ;

7°) Au titre du bail pour les locaux du bâtiment Centaure à Nice :

- d'approuver la prise à bail auprès de la société ADDUCTOR INTERNATIONAL de locaux d'une superficie de 460 m² situés au RDC de l'immeuble situé 64-66 Route de Grenoble – Le Centaure – 06200 NICE, ainsi que 14 parkings en sous-sol ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, le bail correspondant pour une durée de 9 ans, dont 6 ans fermes à compter du 1^{er} janvier 2022, moyennant un loyer annuel de 57 500 € HT soit 69 000 € TTC, auquel s'ajoutent la location des parkings d'un montant de 11 200 € HT soit 13 440 € TTC, ainsi que des charges locatives annuelles évaluées à 18 275,80 € HT soit 21 930,96 € TTC, à intervenir avec la société ADDUCTOR INTERNATIONAL ;
- de prélever les dépenses correspondantes sur le chapitre 930, du programme « bâtiments siège et autres » du budget départemental.

8°) Au titre de la consultation pour le refuge de l'Espoir à Mougins :

- d'autoriser le président du Conseil départemental à lancer, au nom du Département, une consultation en vue de la mise à disposition de l'ensemble immobilier accueillant le refuge de l'Espoir à Mougins ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes administratifs correspondants et tous documents y afférent ;
- de prendre acte que le choix du candidat sera présenté lors d'une prochaine commission permanente.

Charles Ange GINESY
Président du Conseil départemental

VENTE FONCIERE DU DEPARTEMENT
sur le territoire de la commune d'ANTIBES

AF/2021/IS/CP/12/04

Opération concernée par la foncière :

RD 35 Bus tram : cession d'une emprise à la CASA dans le cadre des négociations avec la station-service TOTAL Access
--

Description du bien à céder

Désignation cadastrale initiale			Emprise cédée par le Département	
Section cadastrale	N° de parcelle initiale	Surface totale en m ²	N° de parcelle	Surface en m ²
DR	Non cadastré		En cours de numérotation	29

Acquéreur

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Président en exercice 449 Rte des Crêtes 06560 Sophia Antipolis
--

Conditions financières de la transaction

Vente à l'euro symbolique compte tenu de l'intérêt public du projet Avis des domaines du 28/10/2021
--

Imputations budgétaires

Programme B33

Chapitre 936

Observations

Préalablement à la cession du terrain, il convient de procéder à son déclassement du domaine public de voirie départementale. Les services départementaux ont émis un avis favorable à ce déclassement. Le déclassement prononcé, le terrain sera cédé dans les conditions susmentionnées. Le présent déclassement a été dispensé d'enquête publique selon les dispositions de l'article L 131-4 du code de la voirie routière.
--

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Transport en commun en site propre - Antibes - Route de grasse - Acquisition d'un terrain cadastré DR 248 - Approbation des modalités

Date de transmission de l'acte : 23/03/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 23/03/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_017 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220314-BC_2022_017-DE

Date de décision : 14/03/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 3. Domaine et patrimoine
3.1. Acquisitions